

**ARRÊTÉ DCAT/BEPE/n° 2022- 68**

du **14 AVR. 2022**

**complémentaire modifiant l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-226 du 10 juillet 2000 modifié autorisant la société ALEXANDRALOG FRNE05 à poursuivre l'exploitation de ses installations sur le territoire de la commune de Woippy**

Le préfet de la Moselle,  
Officier de la légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;

**Vu** l'arrêté DCL n° 2020-A-93 du 31 décembre 2020 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier Delcayrou, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

**Vu** l'arrêté DCL n°2021-A-53 du 2 décembre 2021 portant organisation des suppléances des sous-préfets dans le département de la Moselle ;

**Vu** le décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les seuils de la rubrique 1510 (entrepôts couverts), ainsi que les libellés de certaines rubriques dont la 2663 dans l'objectif de considérer le classement au niveau de l'entrepôt dans son ensemble ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-226 du 10 juillet 2000 modifié, autorisant la société FAURE ET MACHET à procéder à l'extension de la plate-forme d'entreposage qu'elle exploite à Woippy ; ;

**Vu** la déclaration de la société ALEXANDRALOG FRNE05 du 24 décembre 2018 relative au changement d'exploitant ;

**Vu** la déclaration d'antériorité du 28 décembre 2021 adressée par la société ALEXANDRALOG FRNE05 au préfet de la Moselle pour ses installations sises sur le territoire de la commune de Woippy ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées du 15 mars 2022 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté le 25 mars 2022 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;

**Considérant** que la société ALEXANDRALOG FRNE05 a été régulièrement autorisée à exploiter des installations d'entreposage sur le territoire de la commune de Woippy ;

**Considérant** que la société ALEXANDRALOG FRNE05 demande, par courrier du 28 décembre 2021, à bénéficier du droit acquis pour la rubrique 1510 aujourd'hui en vigueur, pour poursuivre ses activités régulièrement mises en service ;

**Considérant** que la déclaration d'antériorité présentée par la société ALEXANDRALOG FRNE05 nécessite la mise à jour de l'article I.1 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2000 modifié susvisé ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Moselle,

## A R R Ê T E

### Article 1 :

L'article I.1 de l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-226 du 10 juillet 2000 modifié est modifié comme suit :

#### « Article I.1

La société ALEXANDRALOG FRNE05, dont le siège social est situé 3-5 rue Saint-Georges 75009 Paris, est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations suivantes sur le territoire de la commune de Woippy (57140) :

Rubrique	Désignation de l'activité	Éléments caractéristiques	Régime*
1510-2b	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques  2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :  b) Supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m <sup>3</sup>	Volume d'entrepôt : 611 618 m <sup>3</sup>  Quantité maximale de matières combustibles : 56 322 t, dont notamment 14 895 m <sup>3</sup> de polymères à l'état alvéolaire ou expansé	E
2910-A.2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.  A. Lorsque sont consommés	Gaz naturel  Puissance : 2,75 MW	DC



	exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :  2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW		
2925-1	Ateliers de charge d'appareils électriques  1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW	Puissance maximale : 1 030 kW	D

(\*) E : enregistrement ; D : déclaration ; DC : déclaration soumise au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du Code de l'Environnement »

#### **Article 2 :**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le code de l'environnement.

#### **Article 3 :**

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de Woippy et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune précitée pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois : publications – publicité légale installations classées - arrondissement de Metz.

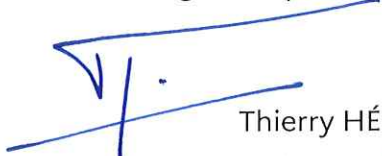
#### **Article 4 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société ALEXANDRALOG FRNE05.

A Metz, le

14 AVR. 2022

Pour le préfet,  
le secrétaire général par intérim,

  
Thierry HÉGAY

### **Délais et voies de recours**

En application de l'article R 181-50 du code de l'environnement :

"Les décisions mentionnées aux articles [L. 181-12](#) à [L. 181-15-1](#) peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R. 181-44](#) ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°."

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr>